

Journées françaises de l'évaluation

Propos introductif

Gilles de Margerie, Commissaire général
Lille, le 17 novembre 2022

Les nouveaux défis de l'action publique

Transition climatique, décarbonation des activités humaines

- Les objectifs de lutte contre le réchauffement que s'est fixés l'humanité n'ont pas de précédent dans l'histoire
- Le compte à rebours est enclenché : il faut agir vite, fort et bien

Pour l'Union européenne et la France, des enjeux exigeants et datés

- Fit for 55
- La stratégie française énergie – climat

Mais il n'y a pas que cela...



Les nouveaux défis de l'action publique (2)

Les politiques de décarbonation échoueront si :

- Elles ne sont pas reconnues comme équitables
- Elles ne sont pas élaborées d'une manière reconnue comme légitime
- Les moyens de les mettre en œuvre (hommes, crédits) ne sont pas réunis
- Elles ne sont pas considérées comme efficaces et efficientes

Or le contexte n'est pas favorable



Les nouveaux défis de l'action publique (3)

Notre modèle social, dont les coûts vont constamment s'accroître, suppose une croissance robuste :

- Impact du vieillissement sur les retraites et les dépenses de santé
- Financement de la protection sociale sous tension

Or on ne peut compter ni sur la croissance ni sur la dette pour régler le problème :

- Ralentissement structurel de la croissance, et pas de perspectives rapprochées de gains de productivité permettant d'y remédier
- Chocs conjoncturels très rudes : explosion des prix de l'énergie, remise en question des modèles économiques de nombreux secteurs, chaînes de valeur en difficulté, risque de récession
- Inflation et taux d'intérêt en forte croissance imposent une discipline budgétaire accrue



Les nouveaux défis de l'action publique (4)

Changement climatique : des défis planétaires – mais aussi locaux :

- La COP 21 a défini une ambition globale
- Elle ne définit pas les contributions définies nationales (NDC) ; celles-ci doivent simplement être toujours plus exigeantes (effet cliquet)

Une problématique qui se retrouve dans d'autres domaines :

- l'exemple de la réduction du rythme d'artificialisation des sols
- Articuler le national et le local devient un enjeu majeur dans beaucoup de cas

Le pari de la convergence vers l'objectif :

- Aller au-delà de l'addition et créer un terrain de négociations
- Construire la légitimité de chacune des mailles de mise en œuvre : de la commune à l'Union européenne, et au-delà



Une conjonction inédite de contraintes

Une société française exceptionnellement défiante

Une donne politique compliquée

Des objectifs de court, moyen et long terme difficiles à réconcilier : le cas de l'énergie

- Comment se chauffer cet hiver ? Et les hivers suivants ?
- Comment diversifier nos sources d'énergie ?
- Comment équilibrer offre et demande d'électricité aujourd'hui, demain et après-demain ?



« Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique »

Un objectif simple : rendre l'action publique plus légitime, mériter la confiance

Réussir l'articulation entre démocratie sociale, démocratie participative et démocratie représentative :

- Les frustrations du Grand débat et de la Convention citoyenne pour le climat
- Leçons pour l'avenir : clarté sur le séquençement et le rôle des étapes

Améliorer la « fabrique de l'action publique »

- L'initiative de l'action
- Les limites actuelles des études d'impact
- Les phases de maturation : séquences démocratiques, débat argumenté,
- Les phases de correction de tir : évaluer, tenir compte des évaluations



Une innovation majeure

Réussir la mise en cohérence entre politiques différentes, et leur bonne articulation dans le temps : le défi du Secrétariat général à la planification écologique

Art. 1er. – Il est créé un secrétariat général à la planification écologique qui exerce, sous l'autorité du Premier ministre, les attributions suivantes: 1) Il coordonne l'élaboration des stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, de biodiversité et d'économie circulaire, en s'assurant du respect des engagements européens et internationaux de la France. Il veille en particulier à la soutenabilité de ces stratégies et à leur différenciation, afin de s'adapter aux particularités de chaque territoire et d'intégrer les enjeux économiques et sociaux; 2) Il veille à la mise en oeuvre de ces stratégies par l'ensemble des ministères concernés et à leur déclinaison en plans d'actions; 3) Il veille à l'évaluation régulière des politiques menées au titre de ces stratégies et des plans d'action et à la publication d'indicateurs pour en rendre compte; 4) Il veille à la cohérence de l'ensemble des politiques publiques avec les stratégies mentionnées au 1; 5) Il prépare et coordonne les saisines et les réponses du Gouvernement aux avis du Haut Conseil pour le climat.



Quelques mots sur l'évaluation des politiques publiques

Une décennie d'expérience chez France Stratégie : du CICE au plan de relance

Six projets en cours : ordonnances travail, stratégie de lutte contre la pauvreté, fiscalité du capital, plan de relance, loi Pacte, plan Très haut débit

Points communs de méthode :

- Missions confiées par des lettres de mission (PM, ministres), avec ou non une base législative ; missions demandées par l'Assemblée nationale (CEC)
- Évaluations par des comités d'évaluation
- Recours à des études extérieures (universitaires, autres)
- Publication systématique des rapports et des études

Un tiers des moyens de France Stratégie consacré aux évaluations



Un point de vue sur les évaluations

Prendre au sérieux les évaluations ex ante et ex post :

- Un des outils de la lutte contre la défiance
- Ex ante : l'exemple des évaluations socio-économiques des investissements publics
- Des évaluations ex post en nombre croissant (Cour des comptes, FS, autres) et dont les méthodes progressent continûment
- Une prise en compte qui s'accroît elle aussi

L'extension du domaine des évaluations :

- Les collectivités territoriales
- Les politiques partagées



Un point de vue sur les évaluations (suite)

Une nécessité pour la démocratie :

- « *La société a droit de demander compte à tout Agent public de son administration* » (déclaration des droits de l'homme et du citoyen – article 15)
- Agir pour un développement continu de l'évaluation, par tous les acteurs, à tous les niveaux, de sa pratique, de sa prise en compte, et de la réflexion méthodologique

Un des outils majeurs de la lutte contre la défiance et pour une démocratie vivante



Annexes : références de publications

Eléments de contexte :

- Expertise et démocratie

- Rapport Expertise et démocratie, faire avec la défiance

- Soutenabilités

- Revue Les *Cahiers des soutenabilités* N° 1 – Quels enjeux pour une protection sociale soutenable ?
- Revue Les *Cahiers des soutenabilités* N° 2 – Comment débattre du nucléaire pour tracer des voies soutenables ?
- Revue (Les *Cahiers des soutenabilités*) N° 3 – Comment construire un numérique soutenable ?
- Revue (Les *Cahiers des soutenabilités*) N° 4 – Quels défis pour une politique de santé au travail plus soutenable ?
- Revue (Les *Cahiers des soutenabilités*) N° 5 – Comment repenser notre système de santé face aux risques nouveaux ?

Rapport France Stratégie (2022), Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique
Synthèse du rapport-soutenabilites



Annexes : références de publications

Travaux sur les méthodes d'évaluation et sur leurs impacts

Note de synthèse – décembre 2019 – « Évaluation d'impact des politiques publiques : que peut apprendre la France des pays les plus avancés ? »

Document de travail n° 2019-10 « L'évaluation des politiques publiques en Allemagne »

Document de travail n° 2019-11 « L'évaluation des politiques publiques au Canada »

Document de travail n° 2019-12 « L'évaluation des politiques publiques aux Etats-Unis »

Document de travail n° 2019-13 « L'évaluation des politiques publiques en France »,

Document de travail n° 2019-014 « L'évaluation des politiques publiques au Royaume-Uni »

Document de travail n° 2019-15 « L'évaluation des politiques publiques en Suède »

Document de travail n° 2019-16 « Vingt ans d'évaluations d'impact en France et à l'étranger. Analyse comparée des pratiques dans six pays »



Références (suite)

Dernières évaluations publiées :

La dernière de chacun des grands projets en cours

Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, Troisième rapport

Comité d'évaluation du plan France Relance, Premier rapport

Évaluation des ordonnances du 22 septembre 2017 relatives au dialogue social et aux relations de travail – Rapport 2021 du comité d'évaluation

L'Évaluation socioéconomique des effets de santé des projets d'investissement public,

Évaluation socioéconomique du Plan France très haut débit – Note d'étape

Quelles évaluations des politiques publiques pour quelles utilisations ?

Évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté – Rapport 2022

Comité de suivi et d'évaluation de la loi PACTE. Troisième rapport



Références (suite)

Méthodes d'évaluation socio-économique des investissements publics

Principaux documents de méthodologie ESE

Guide de l'évaluation socioéconomique des investissements publics – Complément opérationnel I : Révision du taux d'actualisation

L'Évaluation socioéconomique des effets de santé des projets d'investissement public,

Référentiel méthodologique de l'évaluation socio-économique des opérations d'aménagement urbain

Synthese du rapport-amenagement urbain

